

Revue de presse du 23 septembre au 4 octobre

Cette semaine, les administrations collégiales, dont celle du Collège François-Xavier-Garneau, dénoncent les compressions dans le réseau collégial. En plus, il y a une brève sur les Élans de Garneau, des critiques de livres sur l'éducation générale ou la génération C et d'autres articles sur l'éducation et le mouvement étudiant.

4 octobre 2011

Compressions dans les cégeps: la hache dans les services aux étudiants

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Craignant de devoir couper dans les services aux élèves, les quatre cégeps francophones de la région métropolitaine de Québec se sont unis, hier, pour dénoncer les compressions de 20 millions \$ que le gouvernement s'apprête à imposer dans les collèges québécois.

Même si cette somme n'a pas encore été retranchée, les cégeps de Sainte-Foy, Limoilou, de Lévis-Lauzon et le Collège François-Xavier-Garneau se préparent déjà à devoir réduire les budgets qu'ils avaient fixés pour l'année.

Selon la présidente du regroupement des cégeps du Québec métropolitain, Carole Lavoie, les quatre collèges n'auront guère le choix de se diriger vers une «attrition des services» aux étudiants.

«Sur le plan de la tâche des profs et des ressources enseignantes, il n'y a aucune coupure à cet égard-là», assure Mme Lavoie, qui est aussi directrice générale du Cégep de Sainte-Foy. Mais les profs - et les étudiants - vont «s'en ressentir par l'ensemble du soutien qu'on offre autour d'eux», ajoute-t-elle.

Déjà, dit-elle, certains des quatre cégeps ont commencé à réduire les heures des psychologues et des conseillers en orientation et à diminuer les ateliers de langues.

Les compressions pourraient affecter une panoplie d'autres services : les activités parascolaires, l'aide aux étudiants qui ont des troubles d'apprentissage, l'élaboration et l'évaluation des programmes et les services aux étudiants étrangers. Carole Lavoie souligne que ces services sont aussi très importants pour les étudiants des quatre cégeps, qui comptent près de 22 000 étudiants, dont la moitié sont inscrits dans un programme technique.

«Le cégep, c'est une période extrêmement déterminante où les étudiants fixent leurs choix professionnels, dit-elle. Ce n'est pas seulement avec l'enseignement qu'on fait ça, c'est avec toutes sortes d'activités qui deviennent le coeur de la mission tout autant que l'enseignement.» Les cégeps pourraient aussi être obligés de ne pas remplacer les départs à la retraite et les employés qui quittent leur emploi pour une raison ou une autre.

La ministre Line Beauchamp, a promis que les compressions dans les cégeps n'affecteront pas les services aux étudiants, puisque l'argent sera puisé dans les surplus des collèges, estimés à 90 millions \$.

La Fédération des cégeps estime que ces surplus s'élèvent plutôt à 70 millions \$. Selon elle, plus de la moitié de cette somme est déjà engagée dans des dépenses futures, notamment pour des projets qui touchent les infrastructures, et que le reste sert de coussin pour les imprévus, puisque les cégeps n'ont pas le droit de faire de déficits.

La compression de 20 millions \$ dans les cégeps s'inscrit dans la cible de réduction des dépenses d'environ 200 millions \$ en éducation que le gouvernement a fixée pour atteindre le déficit zéro. Elle s'ajoute aux coupes de 31,3 millions \$ que le ministère de l'Éducation a imposées aux cégeps en mai.

4 octobre 2011

Nouvelle compression budgétaire : le Cégep de Sherbrooke exprime ses vives préoccupations - 4 octobre 2011

Marie-Claude Dupoy, conseillère en communication

À la suite de l'annonce par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport d'une nouvelle compression dans le réseau collégial public, les membres du conseil d'administration du Cégep de Sherbrooke désirent exprimer au gouvernement leur profond désaccord et leurs vives inquiétudes devant cette nouvelle compression qui s'ajoute à celle de 31,3 M\$ subie par le réseau en mai dernier. Ils lui demandent de respecter la valeur relative du financement du réseau collégial par rapport à l'ensemble du réseau de l'éducation et d'assurer la stabilité financière des cégeps et la pérennité de leurs services dans les prochaines années.

Cette compression inattendue, qui arrive quelques mois à peine après la précédente, s'exerce en pleine année scolaire alors que le budget du Cégep est déjà adopté et le plan d'effectifs finalisé. Dans ces circonstances, la direction du Cégep voit difficilement comment il sera possible d'exercer la coupure à court terme sans affecter les services aux étudiants et ceux à la population de l'Estrie. « Notre rôle comme administrateurs est d'assurer une vigie afin qu'il y ait une utilisation responsable et prudente des fonds et de prendre les décisions qui s'imposent pour le développement optimal du Cégep. Nous ne pouvons faire notre travail en toute légitimité dans ces conditions », signale le président du conseil d'administration, M. Luc Demers.

La stabilité essentielle pour soutenir la région

Cette compression arrive au moment même où l'enseignement supérieur de niveau collégial est appelé à renforcer sa contribution pour relever les défis auxquels le Québec doit faire face, notamment en matière de formation d'une main-d'œuvre qualifiée dont les entreprises ont de plus en plus besoin. Rappelons qu'en Estrie, des 30 000 emplois qui seront à combler d'ici 2014, les deux tiers nécessiteront au moins une formation collégiale. Dans certains domaines comme la santé, les services sociaux et le secteur manufacturier, on sait déjà que les besoins de relève sont criants. Le Cégep accueille de plus une population étudiante davantage hétérogène avec des besoins particuliers; il doit donc déployer des services adaptés pour assurer l'égalité des chances pour tous.

Or, les périodes de compression et de réinvestissement qui se succèdent les unes aux autres rendent presque impraticable la gestion de projets et d'activités à plus long terme

ainsi que la planification d'une offre de services de qualité essentiels à la réussite. Entre 1992-1993 et 2011-2012, le Cégep de Sherbrooke a obtenu des réinvestissements successifs d'environ 5 M\$, réinvestissements par ailleurs annulés par des compressions également successives récurrentes de 9 M\$, excluant la nouvelle coupure.

Les derniers réinvestissements ont permis au Cégep de Sherbrooke de développer des services et des activités comme l'aide psychosociale, la clinique de santé sexuelle, les services adaptés, le chantier de valorisation du français, le soutien à l'internationalisation et le développement de la recherche. Avec ces dernières compressions, imposées coup sur coup, ces services se voient fragilisés et la santé financière de l'établissement affaiblie au moment où il doit mettre en œuvre son nouveau plan stratégique de développement, pourtant exigé par le gouvernement.

« Nous avons besoin de stabilité pour mettre en œuvre le plan stratégique de développement 2011-2016 que nous venons tout juste d'élaborer. », mentionne Mme Marie-France Bélanger, directrice générale. « Cette démarche, qui a demandé beaucoup d'énergie de la part de l'ensemble de la communauté collégiale, permet de centrer nos efforts sur les besoins de la population étudiante, du personnel et de la population de notre région. Avec ces nouvelles coupures, nous devons faire des choix qui freineront inévitablement le développement du Cégep et qui risquent de faire en sorte que nous ne puissions pas répondre efficacement aux besoins. »

En plus d'être essentielle pour pouvoir fonctionner de manière optimale et répondre aux besoins de la région, cette stabilité est d'autant plus cruciale que 88 % du financement du Cégep de Sherbrooke provient de l'État et qu'il lui est impossible, en vertu de la loi, d'enregistrer des déficits budgétaires. Cette nouvelle compression aura donc un impact négatif à plus ou moins long terme sur la population qu'il dessert. Rappelons que l'établissement est le plus grand cégep en province, hormis ceux de Montréal et de Québec, qu'il a développé une offre de programmes large et diversifiée adaptée à la réalité régionale et que 75 % de sa communauté étudiante provient de l'Estrie.

Source : Marie-Claude Dupoy, conseillère en communication

1 octobre 2011

La génération C au pilori

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Si ce n'était que de Ken Coates, une bonne partie des étudiants d'aujourd'hui ne mériterait pas d'être admis à l'université et encore moins d'obtenir un diplôme. La génération C - ces jeunes de 15 à 27 ans qui ont grandi avec l'ordinateur et Internet - veut faire le moins d'efforts possible, mais pleurniche quand elle n'a pas de bonnes notes. Les coupables? Les parents mous, l'école qui récompense tout le monde et la société qui encourage la facilité, dénonce l'ancien doyen de la faculté des arts de l'Université de Waterloo dans son dernier livre coécrit avec le professeur Bill Morrisson, *Campus Confidential: 100 Startling Things You Don't Know About Canadian Universities* («100 choses étonnantes que vous ne savez pas sur les universités canadiennes»). Le Soleil s'est entretenu avec Ken Coates.

Q Dans votre livre, vous parlez de la génération «j'ai le droit», que voulez-vous dire par là?

R Essentiellement, c'est une génération qui croit que le monde devrait se livrer à elle comme elle le pense et quand elle le veut. Évidemment, il ne faut pas mettre tout le monde dans le même panier. Mais je parle d'une bonne partie des enfants de classe moyen-ne canadienne. Des jeunes qui l'ont eu très facile dans la vie, qui se sont fait dire qu'ils sont très intelligents et qui semblent croire qu'ils ont le droit d'obtenir un diplôme [universitaire] et un bon emploi. Ils sont habitués d'avoir leurs parents qui veillent sur eux, se lèvent pour eux et interviennent en leur nom. Et ils sont habitués à des enseignants qui pensent que l'estime de soi devrait être une priorité. Ils pensent que la vie devrait être facile.

Q Qu'est-ce que vous leur reprochez au juste?

R Leur manque de curiosité, notamment. Les étudiants ne lisent plus le journal. Ils ne se préoccupent presque plus de l'actualité. Ils ne s'intéressent plus aux nouvelles découvertes et à ce qui se passe dans le monde. Ils sont trop occupés à texter leurs amis, à vérifier leur compte Facebook et à écouter leur musique. Mais je pense que les étudiants universitaires devraient être plus curieux que ça. S'ils ne le sont pas, ils ne devraient pas aller à l'université seulement parce que leurs parents leur ont dit qu'il fallait y aller.

Q C'est un constat sévère que vous faites. Pensez-vous vraiment que la plupart des étudiants sont comme ça?

R J'aurais tendance à dire que oui. Bien sûr, il n'existe aucun sondage pour nous dire exactement combien il y en a qui s'insèrent dans cette catégorie. Je ne nie pas qu'il y a aujourd'hui des étudiants qui ont beaucoup de talent et qui travaillent très fort. Il y a 30 ou 40 ans, il y avait aussi des étudiants relax et nonchalants. Mais peu importe, je pense que, oui [la plupart des étudiants sont comme ça].

Q Paradoxalement, vous dites que ce n'est pas de leur faute...?

R Ce n'est pas tant une critique des étudiants que de la société dans son ensemble. L'école est devenue trop facile. On n'a pas insisté sur un certain nombre de choses que les jeunes devaient accomplir. À l'université, on n'a pas eu le choix de s'en accommoder, de telle sorte que plus on avance, plus on nivelle par le bas. On voit surgir ce problème à une foule d'endroits. Les employeurs s'en plaignent, les professeurs aussi - même s'il y en a toujours qui se plaignent de tous leurs étudiants. Mais comme révélateur de cette génération, je pense que c'est un problème assez sérieux.

Q On parle beaucoup de favoriser l'accès aux études supérieures au Québec. Pourquoi croyez-vous qu'il faut admettre moins d'étudiants à l'université?

R On admet tellement d'étudiants à l'université qu'un diplôme de base ne signifie plus la même chose qu'avant. En Ontario, on a admis 40 000 nouveaux étudiants [au cours des cinq dernières années] dans les universités. Pensez-vous que ces 40 000 étudiants sont très talentueux, vraiment motivés et profondément engagés, qu'ils attendaient sagement leur place? Pourtant, on continue d'ajouter toujours plus d'étudiants dans le système universitaire, ce qui diminue la valeur des diplômes.

Q Quelle serait donc la solution?

R Il faut réaliser que ce n'est pas les étudiants qui ont un problème, mais que c'est un résultat des parents mous et des faibles attentes que le système d'éducation a envers eux. Il faudrait donc des standards plus élevés à l'université. Je pense aussi qu'il faut arrêter de baser l'école secondaire sur l'estime de soi, le genre où les élèves remportent un trophée à la fin de l'année. À mon avis, c'est une approche fondamentalement mauvaise. La réalité, c'est que c'est un monde difficile qui les attend à l'extérieur [de l'école]. Je pense qu'il faut créer un sentiment plus grand de compétition entre les étudiants et d'accomplissement chez les jeunes. Je pense aussi qu'il faut arrêter de considérer l'université comme un passage vers le monde adulte. On envoie trop d'étudiants à l'université.

Q En attendant, qu'est-ce que les étudiants devraient faire?

R Je pense que les étudiants vont devoir réaliser qu'ils doivent créer leur propre avenir. Ce n'est pas parce qu'ils ont un diplôme d'une grande université que le monde va s'ouvrir à eux et leur offrir un emploi à 57 000 \$ par année. Les étudiants devraient d'abord s'assurer d'être présents en classe, de remettre leurs travaux à temps et de travailler vraiment fort. Bref, ils vont devoir se regarder dans le miroir.

1 octobre 2011

Essai - L'éducation démocratique au pied du mur Un manifeste de la philosophe américaine Martha Nussbaum

Georges Leroux, Le Devoir

Bien connue aux États-Unis pour sa défense des droits des minorités, Martha Nussbaum est d'abord une philosophe de premier plan et son œuvre dans le domaine de l'éthique est majeure. Formée comme helléniste, elle a développé très tôt dans ses livres une approche qui la caractérise depuis: un intérêt pour les conditions de la vie morale, et en particulier pour tout ce qui concerne la vulnérabilité et la précarité. Son livre sur l'amour (La connaissance de l'amour, éditions du Cerf, 2010) reprend ce thème à travers un ensemble d'essais, de même que plusieurs autres ouvrages sur l'émotion morale et le bonheur.

Plus récemment, elle s'est intéressée aux conditions économiques de populations démunies et elle a développé, avec son mari Amartya Sen, la théorie des «capabilités», une approche des conditions de la vie humaine et de la dignité (Femmes et développement humain. L'approche des capacités, éditions des Femmes, 2008).

Son essai le plus récent est une intervention d'une grande vigueur dans le combat qu'elle mène dans la culture américaine pour la survie des «humanités». Devant l'érosion des enseignements littéraires, historiques et philosophiques, au profit de programmes techniques ajustés au marché, Martha Nussbaum développe un argument qui confirme le titre original anglais de son livre: Not for Profit. Cet argument est d'abord civique et concerne la recherche des moyens pour former des citoyens conscients, solidaires et démocrates. Mandatée au début des années 1990 pour réaliser une vaste étude sur les formes novatrices dans l'enseignement des collèges américains, elle en a

visité plus d'une centaine. Sa recherche a donné lieu à un livre qu'on peut considérer comme la bible de l'éducation humaniste contemporaine (*Cultivating humanity. A Classical Defense of Reform in Liberal Education*, Harvard University Press, 1997).

Ses constats sont clairs: les jeunes qui se forment en étudiant les disciplines des humanités développent les attitudes (émotions, mais aussi habiletés intellectuelles) qui sont aujourd'hui nécessaires pour comprendre et intervenir dans le monde.

Quelles sont-elles? La capacité de comprendre l'autre au moyen de l'imagination narrative, l'examen critique de soi-même, l'ouverture cosmopolitique, le respect des minorités et l'engagement social.

Le présent essai offre un condensé de l'argument. On pourrait le résumer comme suit. Les démocraties libérales doivent maintenir une économie forte et une société de droits, mais ces objectifs ne sont atteints que si chaque société développe par l'éducation une culture de vigilance critique et responsable et une force d'innovation dans la recherche et l'action sociale. Ces finalités citoyennes doivent être d'autant plus promues que les sociétés démocratiques sont le lieu de désaccords sur les conditions du bonheur et le sens ultime de la vie humaine, par exemple sur le difficile équilibre de la solidarité et de la prospérité, ou encore sur la rencontre des différences culturelles et les problématiques de respect et d'accommodement. Pour Martha Nussbaum, la clef de l'éducation contemporaine est donc son engagement envers la démocratie. En cela, elle se montre l'héritière de John Dewey.

Un réservoir de l'expérience humaine

L'éducation morale, au sens fort de ce terme, joue ici un rôle majeur. Les humanités ne sont pas le résidu d'une culture d'élite qu'il s'agirait de sauver à tout prix, mais au contraire le réservoir de l'expérience humaine recueillie dans l'histoire. S'il est important de lire Virgile et Platon autant que Joyce et Rousseau, ce n'est pas pour devenir «cultivé» au sens ancien de ce terme (avoir des lettres), mais parce que les humanités offrent les meilleurs outils pour former l'émotion morale, par exemple la compassion pour les démunis, l'ouverture aux croyances des autres, la capacité de dialogue, le respect de l'égalité. La pédagogie socratique constitue sans doute le chemin le plus efficace pour y parvenir, surtout en raison de la discussion argumentée, mais aussi par l'accent sur la liberté et sur la création.

Le Québec maintient dans son programme collégial une formation générale de littérature et de philosophie qui répond à plusieurs des exigences exprimées ici. Le nouveau programme Éthique et culture religieuse au primaire et au secondaire contribue aussi à cette entreprise de réflexion critique et de connaissance de l'autre. Quand on lit cet essai, on ne peut que constater un certain nombre d'acquis. Mais sommes-nous si certains que ces acquis sont durables? La transmission de la culture demande en effet, ici aussi, un nouvel argumentaire. L'expérience américaine montre une technicisation accrue de toutes les formations qui a été dénoncée également au Québec. L'équilibre

est certes difficile à atteindre, mais tous ceux qui sont attentifs au cheminement de l'éducation, dans notre société et ailleurs, liront ce livre en se disant qu'il y a de bonnes raisons, d'abord civiques, de lutter pour la culture et ne pas céder devant la tentation de tout lâcher.

Collaborateur du Devoir

Les émotions démocratiques
Comment former le citoyen du XXI^e siècle?
Martha Nussbaum
Traduit de l'anglais par Solange Chavel
Climats
Paris, 2011, 205 pages

30 septembre 2011

Les entreprises québécoises frileuses à collaborer avec les universités

Sylvain Larocque

LA PRESSE CANADIENNE, MONTRÉAL

Les entreprises québécoises sont moins enclines que celles du reste du Canada à collaborer avec les universités, indique un sondage réalisé dans le cadre de l'événement Rendez-vous du savoir.

Selon l'enquête menée par Léger Marketing pour le compte de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, 47 pour cent des entreprises québécoises ont collaboré avec des institutions universitaires au cours des trois dernières années, alors que 54 pour cent de celles du reste du Canada l'ont fait.

Pire encore, 49 pour cent des entreprises québécoises jugent peu ou pas du tout pertinente la collaboration avec les universités, contre tout juste 33 pour cent des entreprises du Canada anglais.

Les entreprises québécoises «se fiancent» aux universités alors que celles du reste du Canada «se marient» avec elles, a illustré vendredi le président de la firme de sondages, Jean-Marc Léger, en conférence de presse à Montréal.

Pour la grande majorité des entreprises québécoises, l'intérêt du réseau universitaire se limite à jouer le rôle de «pépinière de main-d'oeuvre» - de stagiaires le plus souvent.

«On a une bonne collaboration pour avoir accès au talent, à la main-d'oeuvre qualifiée, a affirmé M. Léger. À cet égard, ça va bien au Québec comme dans le reste du Canada. La différence, c'est que le reste du Canada établit des partenariats plus profonds sur l'innovation, la conception de nouveaux produits, les tests cliniques, les incubateurs d'entreprises...»

D'après les conclusions du sondage, les universités auraient avantage à mieux faire connaître leur apport potentiel au développement des entreprises. Plus du quart des

dirigeants interrogés estiment qu'une meilleure connaissance des possibilités de collaboration avec les universités favoriserait la mise en place de tels partenariats.

Les gens d'affaires déplorent par ailleurs la lourdeur administrative qui caractérise souvent les universités et le fait que certains, dans les milieux savants, sont peu au fait de la réalité du monde des affaires.

Sur une note plus positive, pas moins de 80 pour cent des entreprises qui collaborent avec des universités souhaitent continuer à le faire.

Le Rendez-vous du savoir se tiendra la semaine prochaine à Montréal. Il vise à attirer l'attention sur «la richesse créée par les universités québécoises». Le nouveau scientifique en chef du Québec, Rémi Quirion, s'adressera aux participants de l'événement jeudi prochain.

Le sondage Léger a été réalisé cet été par Internet auprès de 202 chefs d'entreprises du Québec et de 200 du reste du Canada.

24 septembre 2011

Des interprétations douteuses...

François Cardinal, La Presse

Plus un rapport est nuancé, plus il a de risque d'être récupéré d'un côté comme de l'autre. Dernier en date, l'avis du comité sur l'accessibilité financière aux études. Les universités en concluent qu'une hausse des droits de scolarité serait sans effet sur l'accessibilité, alors que les étudiants y voient une preuve que cette même hausse empêcherait des milliers de jeunes d'accéder à l'université...

Or, si l'interprétation des universités est douteuse, celle des étudiants est carrément mensongère...

D'abord, précisons que le comité, nommé par le gouvernement après consultation du milieu, ne se prononce pas sur la pertinence d'augmenter les droits, une question hors de son mandat. Plutôt, il se concentre sur l'effet potentiel d'une telle hausse sur les étudiants à faible revenu, une réflexion très bien menée... et beaucoup plus équilibrée que ne le prétendent les deux parties en cause.

Bien que le comité juge les hausses de droits de scolarité «importantes», bien qu'il «s'inquiète» de leurs «effets négatifs possibles», il démontre qu'il est possible de les neutraliser par des mesures financières compensatoires, à condition qu'elles soient bien publicisées et connues des milieux visés.

C'est précisément ce qu'entend faire Québec en majorant l'aide financière aux étudiants. Ceux qui ont droit aux bourses seront pleinement compensés et ceux qui misent sur les prêts profiteront de modalités de remboursement assouplies. La dette à payer augmentera certes, mais elle continuera d'être parmi les plus faibles au pays.

L'inconnu, toutefois, c'est la manière et la vigueur avec lesquelles Québec compte faire connaître son régime de prêts et bourses, un élément beaucoup plus important qu'il n'y paraît. Les personnes à faible revenu ont en effet tendance à surestimer le niveau des droits et à sous-estimer les bénéfices d'une formation universitaire. L'augmentation des droits a donc le potentiel de renforcer cette perception... si elle n'est contrée par un solide plan de communication.

Le rapport étant pondéré, comme on le voit, il est pour le moins étonnant de lire les différentes interprétations qui en ont été faites cette semaine. On ne peut, en effet, prétendre que le comité «n'a pas été en mesure de démontrer l'effet négatif de la hausse des droits de scolarité», comme l'ont prétendu les universités. Pas plus qu'on ne peut conclure que le comité «révèle que la hausse va entraîner une baisse de 2,5%, soit près de 7000 étudiants», comme l'ont affirmé les étudiants.

L'avis cite bel et bien les scénarios passés d'une experte qui évoquaient, en 2007, qu'une hausse abrupte des droits pourrait provoquer une baisse des effectifs étudiants de 0,1 à 2,5%. Mais le comité les discrédite aussitôt en soulignant qu'on ne peut les extrapoler au contexte actuel et donc, qu'on ne peut s'y fier!

Loin de l'angélisme des uns et du catastrophisme des autres, le comité fait ainsi oeuvre utile avec un rapport tout en nuances que le gouvernement serait bien mal avisé d'ignorer.

25 septembre 2011

Plateforme d'Option nationale: pour la «gratuité scolaire de A à Z»

Ian Bussières, Le Soleil

(Québec) Le député de Nicolet-Yamaska, Jean-Martin Aussant, a annoncé samedi que la gratuité scolaire serait au centre de la plateforme d'Option nationale, le nouveau parti souverainiste qu'il vient de fonder.

«C'est par la matière grise que le développement va passer. Tous les partis politiques disent que l'éducation est un élément central de leur programme. Si on veut être cohérent avec ça, on doit prôner la gratuité scolaire», a déclaré M. Aussant en marge du Moulin à paroles pour l'éducation auquel il participait samedi à place D'Youville à l'initiative de la Table de concertation étudiante du Québec.

«Je suis en faveur de la gratuité scolaire de A à Z, tant en formation professionnelle qu'au cégep ou à l'université. Dans un parcours normal, évidemment, pas pour quelqu'un qui veut faire huit baccalauréats», a-t-il poursuivi.

Les moyens financiers

L'ex-péquistre estime que le Québec a les moyens de se payer la gratuité scolaire. «Qui dit meilleure formation dit meilleurs salaires et davantage d'impôts. Si on fait le ménage dans la collusion, la corruption, si on vend nos ressources naturelles au lieu de les brader, on en aura les moyens.»

M. Aussant donne l'exemple de la Norvège pour appuyer ses dires. «La Norvège le fait. Il en coûte environ 100 \$ par an aux étudiants, un montant qui leur donne cependant droit à une foule de services autres. Ici, la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité sur cinq ans fait très mal aux étudiants dans le besoin et à ceux qui ne poursuivent pas leurs études pour des raisons financières», fait-il remarquer, ajoutant que la gratuité scolaire fera assurément partie de la plateforme de son parti qui sera dévoilée en octobre.

D'autre part, Jean-Martin Aussant refuse de donner raison à ceux qui prétendent que la création d'Option nationale viendra diviser la cause souverainiste. «Moi, je crois que la cause est déjà divisée avec le Parti québécois, Québec solidaire et la Coalition pour

l'avenir du Québec de François Legault. Et même ici, dans la région de Québec, il y a des souverainistes qui votent pour l'ADQ.»

Il ajoute que son parti aura une ouverture permanente à collaborer ou même à fusionner avec tout parti politique qui véhiculera le même message, soit de mettre à l'avant-plan le dossier de la souveraineté du Québec.

«Si le PQ décidait de recentrer son message sur la souveraineté, je n'hésiterais pas à y revenir. Quant à Québec solidaire, ils ont beau avoir une plateforme qui favorise la souveraineté, ce n'est pas la raison d'être de ce parti», a-t-il commenté.

Le député de Nicolet-Yamaska dit avoir reçu «des centaines de courriers électroniques d'appui» de personnes de partout au Québec depuis qu'il a quitté le Parti québécois en juin pour siéger comme indépendant.

Publié le 25 septembre 2011 à 05h00 | Mis à jour le 25 septembre 2011 à 05h00

Les Élans de F.-X.-Garneau à court

Olivier Bossé, Le Soleil

(Québec) Pour la deuxième fois en moins d'un mois, les Élans de F.-X.-Garneau ont ébranlé les Spartiates du Vieux-Montréal, hier. Mais la puissance montréalaise et seule formation toujours invaincue en première division du football collégial a encore été la dernière debout, victorieuse, 32-29.

«Ça fait mal, mais ce n'est peut-être pas la meilleure équipe qui a gagné», laisse tomber l'entraîneur-chef Patrick Boies, joint au téléphone à sa sortie du stade de l'Université de Montréal. «On espère avoir la chance de les retrouver en séries», souligne le coach, parlant de sa troupe comme d'«une équipe qui a le potentiel de se rendre en finale».

N'empêche qu'après le revers de 43-30 du 27 août, match qu'ils menaient 21-2, les Élans ne se sont pas laissés toutes les chances hier encore. Forts d'avoir effacé un déficit de 16-7 à la demie pour prendre les devants 28-24, les gars de Québec ont même arrêté une tentative de court quatrième essai de l'adversaire avec à peine trois minutes à jouer.

Échappé coûteux

Mais le porteur de ballon principal des Élans, Luis-Andres Guimont-Mota, a ensuite échappé l'objet pour redonner vie aux Spartiates. Les visiteurs étaient néanmoins tout près de la victoire quand ils ont saqué Nicolas English dans les derniers instants du match. Mais le quart du Vieux a pu se relever, ramasser le ballon et franchir les 22 verges qui le séparaient la ligne d'engagement de la zone des buts.

Trois des quatre touchés des Élans ont été inscrits sur des jeux de passes orchestrés par le quart Martin-Olivier Blackburn. Dont un très long de 76 verges à Félix Lechasseur, qui redonnait l'avance aux gars de Québec 27-24. Lechasseur a enregistré un autre majeur sur 10 verges, tandis que Mathieu Forgues avait ouvert le pointage sur une passe de 48 verges. Guimont-Mota est l'auteur de l'autre touché des perdants, une course de 26 verges.

25 septembre 2011 à

Gratuité scolaire: pas la solution, selon Marie Malavoy

Ian Bussi eres, Le Soleil

(Qu ebec) Venue elle aussi appuyer les jeunes de la Table de concertation étudiante du Qu ebec samedi, la députée péquistes de Taillon, Marie Malavoy, ne partage toutefois pas le point de vue de son ex-collègue Jean-Martin Aussant quant à la gratuité scolaire.

«Je ne pense pas que la gratuité absolue soit la solution pour les Nord-Américains.  a ne fait pas très réaliste par rapport à notre situation géopolitique. Et il ne faut pas oublier que des pays comme la France offrent la gratuité scolaire, mais qu'il s'y développe quand même parallèlement un réseau de grandes écoles où les études coûtent très cher», a-t-elle déclaré au Soleil.

Porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur, de recherche et de développement, Mme Malavoy a signalé que son parti était plutôt favorable à un gel des droits de scolarité au niveau qu'ils atteindront en 2012. «On souhaite aussi convoquer un vrai forum sur l'éducation où les réponses ne seraient pas connues d'avance.»

Le PQ, le meilleur véhicule pour la souveraineté

Par ailleurs, malgré le fait que quelques députés péquistes aient quitté le navire et que d'ex-péquistes comme Jean-Martin Aussant ou François Legault aient lancé ou se préparent à lancer de nouveaux partis politiques, Mme Malavoy considère toujours le Parti québécois comme le véhicule «le plus intéressant et le plus logique pour faire la souveraineté du Qu ebec».

«On voit que des gens veulent refaire le monde. C'est leur droit. Mais je trouve quand même étonnant de voir l'effervescence de nouveaux partis qui pensent tous avoir la solution. Et en plus, on dirait qu'ils veulent tous être chefs!» poursuit-elle.

«Le PQ a travers  plusieurs tempêtes. J'ai vu partir Lucien Bouchard et Bernard Landry. Le parti a vécu à la dure, mais a toujours réussi à retomber sur ses pieds. Il faudra toutefois retisser la confiance pour que les gens retrouvent en nous, comme parti, un idéal, un espoir.»

Pour arriver à reconquérir l'électorat alors que François Legault caracole en tête des sondages même s'il n'a toujours pas officiellement lancé son parti, la députée de Taillon insiste sur l'importance d'être davantage «sur le terrain» et de modifier certaines coutumes. «C'est ce que nous avons fait avec le vote libre. Ce n'était pas dans le meilleur contexte, mais  a démontre une volonté claire de transformer les choses.»

Elle considère aussi que François Legault jouit d'un immense avantage parce que, selon elle, il n'a rien fait et rien dit. «Par contre, il faut quand même le prendre au sérieux et noter le besoin que semble avoir la population de se rattacher à quelqu'un sur une émotion, sans avoir scruté ses idées à la loupe», conclut-elle.

23 septembre 2011

Droits de scolarité - Une étude chiffre l'impact de la hausse

7000 personnes pourraient éviter d'entreprendre des études universitaires

Marco Bélair-Cirino, Le Devoir

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) se dit «inquiet» des «effets négatifs possibles» de la hausse des droits de scolarité sur l'accessibilité aux études supérieures dans un rapport dévoilé hier. La hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans (2012-2013 à 2016-2017), annoncée à la mi-mars par le ministre des Finances, Raymond Bachand dans son discours sur le budget, pourrait dissuader jusqu'à 7000 personnes d'entreprendre des études universitaires, soit 2,5 % de l'effectif, avertit-il.

Mais, bien qu'elle soit «importante», l'augmentation n'est pas soudaine, fait remarquer le CCAFE, avant de rappeler que les bénéficiaires de bourses verront leurs prestations augmenter en fonction de l'augmentation des droits de scolarité.

Le groupe presse néanmoins le gouvernement de mieux faire connaître les programmes d'aide financière aux études aux familles à faible revenu, dont les parents «ont souvent tendance à surestimer les coûts des études universitaires et à en sous-estimer les bénéfiques». Le ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports (MELS) doit élaborer un plan de communication qui devra mettre en exergue «les bienfaits de l'éducation» tout en recensant les modifications apportées aux programmes d'aide financière aux études visant à amoindrir les impacts des hausses des droits de scolarité — de 325 \$ annuellement pendant cinq ans à partir de l'automne 2012 —, selon le CCAFE.

«Ce que nous dit avant tout le comité consultatif, c'est: "il ne faut pas surestimer le coût des études universitaires et il ne faut pas sous-estimer les bénéfiques qu'on en retire". Oui, je vais prendre mon bâton de pèlerin. Je vais rappeler jusqu'à quel point c'est un bon investissement que d'aller à l'université et de décrocher son diplôme universitaire», a affirmé la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, à Radio-Canada.

Le CCAFE recommande à la ministre d'accroître l'admissibilité du Programme de remise de dette aux étudiants touchant exclusivement un prêt. «Lorsque tu es en difficulté, tu as une "période de grâce" de deux ans durant laquelle le ministère paie les intérêts [du prêt]. Ça va être haussé à cinq ans. Mais ça touche uniquement ceux qui ont une bourse», a indiqué son attaché de presse, Dave Leclerc.

Le CCAFE presse également le gouvernement d'effectuer une étude auprès des personnes qui fréquentent l'université à temps partiel en vue d'évaluer l'opportunité d'introduire un volet bourse dans le Programme de prêts pour les études à temps partiel, ainsi qu'une enquête sur les conditions de vie des étudiants de 2012 à 2017.

Les étudiants dénoncent

«Moins de jeunes vont à l'université, on va perdre 7000 étudiants, et on nous annonce qu'on va utiliser les étudiants comme des rats de laboratoire, des cobayes», a affirmé par voie de communiqué la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, qui a accueilli par des huées le rapport du CCAFE. «Toutes les études sérieuses démontrent les impacts négatifs d'une hausse aussi radicale sur l'accessibilité aux études», a-t-elle fait valoir.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) mise sur la mobilisation populaire afin de faire reculer le gouvernement de Jean Charest. «Alors que les libéraux et leurs amis s'en mettent plein les poches en profitant de la corruption, ils demandent aux étudiants et aux étudiantes de payer toujours plus pour étudier», a dénoncé le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois. «C'est inacceptable et nous serons dans la rue cet automne pour condamner cette injustice!» a-t-il mis en garde.